

**Arrêté préfectoral n° 60 du 8 janvier 2026**  
**portant mise en demeure de la société**  
**DMV France SAS (Montbard)**  
**pour l'activité située au 19 et 21 route de Semur à Montbard**

Le Préfet de la Côte-d'Or

**Vu** le code de l'environnement, et en particulier les articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivant, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** le code de justice administrative ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le rapport d'inspection du 16 avril 2025 suite à l'inspection du 2 avril 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2025 suite à l'inspection du 12 novembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis le 12 décembre 2025 à l'exploitant conformément aux articles L. 171-8 ;

**Vu** les observations de l'exploitant du 12 décembre 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que le l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé prescrit, entre autres, que :

- « Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. »
- « Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler [...] »

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 16 avril 2025 susvisé fait, entre autres, état que l'inspection a constaté lors de sa visite du 16 avril 2025 que :

- « l'exploitant stocke des produits incompatibles, dans une même armoire et au-dessus d'une rétention unique. »
- « la rétention des chaînes de décapage est en capacité de recueillir des fuites éventuelles provenant d'équipements contenant des produits incompatibles (acide et base). »

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article L-171-6 du Code de l'environnement le rapport du 16 avril 2025 a été transmis à l'exploitant le 16 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 12 novembre 2025 l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les actions correctives pour que les produits incompatibles stockés dans les armoires de rétention ne soient pas associés à une même rétention ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DMV France SAS (Montbard) de réaliser, sous un délai de 1 mois, les actions correctives pour que les produits incompatibles stockés dans les armoires de rétention ne soient pas associés à une même rétention ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 12 novembre 2025 l'exploitant a confirmé qu'il n'a pas été réalisé de travaux pour que la rétention des chaînes de décapage ne puisse recevoir uniquement des produits compatibles entre eux.

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a précisé que les travaux pour la mise en conformité de la cuve de soude nécessitent d'arrêter l'activité du site pendant une durée de 15 jours ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a précisé que le prochain arrêt d'activité suffisamment long pour la réalisation des travaux doit avoir lieu en août 2026 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société DMV France SAS (Montbard) de réaliser les travaux nécessaires avant le 31 août 2026 pour que la rétention des chaînes de décapage ne puisse recevoir des produits incompatibles entre eux ;

**CONSIDÉRANT** que le V de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé prescrit, entre autres, que :

- Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches [...] ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 12 novembre 2025 l'inspection a constaté que l'aire de déchargement de l'acide nitrique et de l'acide sulfurique présentait des dégradations structurelles remettant en cause son étanchéité ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est primordial afin de prévenir tout risque de pollution des sols et des eaux de contraindre l'exploitant de réaliser dans les meilleurs délais les actions correctives pour s'assurer de l'étanchéité de son aire de déchargement de véhicules citernes d'acide sulfurique et d'acide nitrique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a donc lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société DMV France SAS (Montbard) de réaliser les actions correctives pour s'assurer de l'étanchéité de son aire de déchargement de véhicules citernes d'acide sulfurique et d'acide nitrique sous un délai de 2 mois ;

**CONSIDÉRANT** que les non-respects de ces dispositions réglementaires sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DMV France SAS (Montbard) de respecter les prescriptions applicables à son installation ;

**CONSIDÉRANT** que le projet du présent arrêté a été porté à la connaissance de la société DMV France SAS (Montbard), le 12 décembre 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDÉRANT** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 12 décembre 2025 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

## **ARRETE**

### **Article 1 – Objet**

La société DMV France SAS (Montbard) (Siret 41035111800022), dont le siège social est situé route de Semur – 21500 Montbard, exploitant une installation de fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier à la même adresse est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement de respecter :

- **dans un délai de 1 mois**, pour les substances/mélanges conditionnés dans leurs emballages d'origine, les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ci-dessous, en :
  - s'assurant que « *les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372* » soient « *munis d'un revêtement étanche et inattaquable.* »
  - mettant en place les mesures correctives afin de s'assurer que les rétentions soient « *aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler* (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). »
  - s'assurant que « *le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides* » soient « *effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.* »  
*Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols » soit « associé à une capacité de rétention »*
- **dans un délai de 2 mois** les dispositions prévues au V l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ci-dessous en :
  - mettant en place les mesures correctives nécessaire afin que « *les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides* » soient « *étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers.* »
- **avant le 31 août 2026**, pour les stockages des produits en vrac, les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ci-dessous, en :
  - s'assurant que « *les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372* sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont *aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.* »
  - mettant en place les mesures correctives afin de s'assurer que les rétentions soient « *aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler.* »
  - s'assurant que les *dispositifs d'obturation* éventuels qui sont maintenus fermés *résistent à l'action physique et chimique* des produits susceptibles de s'écouler, y compris en situation accidentelle.

## **Article 2 - Sanction**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 3 – Notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DMV France SAS (Montbard).

## **Article 4 - Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, et le Maire de Montbard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise.

**Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
signé  
Denis BRUEL**